

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime  
et des Deux-Sèvres  
ZI de Périgny  
Rue Edmé Mariotte  
17180 Périgny

Périgny, le 18/08/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/08/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **AMALTIS**

Rue Nicolas Appert  
ZI. Chef de Baie  
17000 La Rochelle

Références : 0007203824/2025-416

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/08/2025 dans l'établissement AMALTIS implanté Rue Nicolas Appert ZI. Chef de Baie 17000 La Rochelle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'objectif de l'inspection est de faire le point sur les suites données à la visite d'inspection du 10 décembre 2024 et à l'arrêté de mise en demeure du 8 janvier 2025.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AMALTIS
- Rue Nicolas Appert ZI. Chef de Baie 17000 La Rochelle
- Code AIOT : 0007203824
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société AMALTIS exploite des installations de stockage, de mélange et de conditionnement d'engrais classées Seveso seuil bas.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	État des matières stockées – à disposition des secours	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Amende	
4	Nettoyage annuel	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 16.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 19/07/2016, article 7.2.6	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
13	Stockage des engrais	Arrêté Préfectoral du 19/07/2016, article 8.2.8	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
14	Déchets générés par le fonctionnement des installations	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 14.2 et 4.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Etat des matières stockées – à disposition du public	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Plan d'opération interne – exercices	Arrêté Ministériel du 26/05/2014,	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		article 5		
5	Connaissance des produits dangereux, étiquetage	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
7	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 19/07/2016, article 7.3.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	Levée de mise en demeure
8	Matérialisation des parois de stockage	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.7	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
9	Suites de la visite du 07/07/2020 et 28/07/2021	Autre du 28/07/2021	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
10	Autosurveillance des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 19/07/2016, article 4.3.8	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
11	Protection des installations contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
12	Rétention	Arrêté Préfectoral du 19/07/2016, article 7.4.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sur les trois dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 8 janvier 2025 :

- une disposition est respectée : un rapport de contrôle des détecteurs incendie atteste de leur correct fonctionnement,
- une disposition n'est pas respectée : l'état des stocks au format papier n'est pas conforme à la réalité du terrain : un arrêté portant amende administrative est proposé.
- une disposition dispose d'un délai non encore échu le jour de l'inspection (le 14 août 2025).

L'exploitant a par ailleurs mis en place les actions nécessaires afin de lever les certains constats émis lors de l'inspection du 10 décembre 2025 : mise sur rétention et étiquetage des produits liquides, identification des parois des cases de stockage, transmission du plan d'opération interne et des résultats d'analyse des eaux pluviales.

Néanmoins certains constats perdurent : absence de nettoyage annuel des cases de stockage des engrais en vrac, absence d'étiquette sur des big bags d'engrais.

L'inspection des installations classées propose un nouvel arrêté de mise en demeure relatif au nettoyage annuel des cases de stockage et à la formation du personnel.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : État des matières stockées – à disposition des secours**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, État des matières stockées – à disposition des secours
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 10/12/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 14/03/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Constat émis lors de l'inspection du 10 décembre 2024 : le jour de la visite, l'inspecteur a constaté la présence de l'état des stocks daté de la veille dans la boîte aux lettres destinée aux services de secours. L'inspecteur s'est assuré de la conformité de l'état des stocks par rapport aux engrais présents sur le site. Il ressort que :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- le type d'engrais indiqué sur l'état des stocks correspond à celui présent sur le site pour les engrais en vrac,</li><li>- l'état des stocks ne mentionne pas la quantité correcte pour deux produits stockés en vrac,</li><li>- des différences apparaissent entre l'état des stocks et les big bags d'engrais stockés à l'extérieur sur le classement des produits au sein de la nomenclature (produits identifiés classés dans l'état des stocks alors que non et vice-versa).</li></ul> <p>→ L'état des stocks édité la veille au soir doit être conforme à la réalité du terrain (quantité et classement des produits au sein de la nomenclature).</p>
<b>Constats :</b> <p>Ce constat a fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure signé le 8 janvier 2025. Il a été notifié le 14 février 2025. Le délai accordé est de un mois soit une échéance fixée au 14 mars 2025.</p> <p>Le détail des constats est décrit dans la partie confidentielle du rapport.</p> <p>L'inspectrice a constaté des différences entre l'état des stocks et les engrais présents sur le site. Elles concernent :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- le classement des engrais conditionnés et stockés en extérieur : produits identifiés non classés dans l'état des stocks alors que l'étiquette des big bags indique un classement dans la rubrique 4702-IV,</li><li>- le classement des engrais en vrac : un produit identifié non classé sur site alors que l'état des stocks mentionne un classement dans la rubrique 4702-IV,</li><li>- l'absence sur l'état des stocks papier de plusieurs big bag d'engrais stockés en extérieur,</li><li>- plusieurs big bags stockés en extérieur ne disposant d'aucune étiquette lisible.</li></ul> <p>Ces constats constituent un non-respect de l'arrêté de mise en demeure du 8 janvier 2025. L'inspection des installations classées propose une sanction administrative.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Amende

**N° 2 : État des matières stockées – à disposition du public**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des matières stockées – à disposition du public
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 10/12/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Constat émis lors de l'inspection du 10 décembre 2024 : L'exploitant ne dispose pas d'un état des stocks sous format synthétique pouvant être transmis à la population en cas d'accident. → L'exploitant doit disposer d'un état des stocks sous format synthétique pouvant être transmis à la population en cas d'accident.</p>
<b>Constats :</b> <p>Par courrier du 20 janvier 2025, l'exploitant a transmis un état des stocks synthétique.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Plan d'opération interne – exercices**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'opération interne – exercices
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 10/12/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Constat émis lors de l'inspection du 10 décembre 2024 : L'inspection des installations classées propose un arrêté de mise en demeure pour le non-respect de la fréquence triennale de la réalisation de l'exercice du plan d'opération interne. → L'exploitant transmet une version papier et une version électronique de la dernière mise à jour de son plan d'opération interne à l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant ayant programmé un exercice POI le 19 février 2025, l'arrêté de mise en demeure ne porte pas sur ce point. L'exploitant a transmis, par courrier du 29 avril 2025, la version 8 du plan d'opération interne. Une version électronique a été communiquée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Nettoyage annuel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 16.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Nettoyage annuel
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 10/12/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Constat émis lors de l'inspection du 10 décembre 2024 : L'exploitant a mis en place un registre dématérialisé. Il mentionne pour chaque case les dates de remplissage, bâchage, point zéro et nettoyage.</p> <p>L'inspecteur a consulté le registre par sondage :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- case 9 nettoyée le 26 août 2024 et le 16 octobre 2024, remplie en engrais 4702-III le 7 juin 2024,</li><li>- case 1 nettoyée le 12 juillet 2022 puis le 7 juin 2024, pas de nettoyage en 2023 (présence de produit classé 4702-III durant toute cette période),</li><li>- case 2 nettoyée le 11 juillet 2023, 20 septembre 2023, 12 octobre 2023, 2 novembre 2023, 7 juin 2024 et 7 octobre 2024,</li><li>- cases 5 et 7 nettoyées plusieurs fois dans l'année 2024.</li></ul> <p>Globalement, le registre indique que les cases sont nettoyées à chaque fois qu'elles sont vides. Néanmoins, il a été constaté que deux cases n'ont pas subi un nettoyage annuel mais elles comportaient des engrais classés 4702-III (l'article 16.2 de l'arrêté ministériel ne s'applique qu'aux stockages d'engrais classés 4702-II). Lorsque le produit est présent sur une période de plus de douze mois, la case n'est pas vidée pour être nettoyée.</p> <p>→ L'exploitant veille à procéder à un nettoyage annuel des cases d'engrais.</p>
<b>Constats :</b> <p>Par courrier du 24 décembre 2024, l'exploitant a indiqué qu'un rappel sera réalisé auprès de l'équipe concernant le nettoyage annuel des cases d'engrais.</p> <p>L'inspectrice a consulté le registre dématérialisé de nettoyage des cases. Il indique les dernières dates de nettoyage suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- case 1 : le 30 juillet 2024,</li><li>- case 2 : le 14 octobre 2024,</li><li>- case 3 : le 30 octobre 2024 (engrais non classé)</li><li>- case 4 : le 23 mai 2024,</li><li>- case 5 : le 25 septembre 2024,</li><li>- case 6 : le 24 juillet 2024 (engrais non classé),</li><li>- case 7 : le 25 mai 2024,</li><li>- case 8 : le 30 mai 2024,</li><li>- case 9 : le 16 octobre 2024.</li></ul> <p>A la lecture du registre, il apparaît que les cases 1, 4, 7 et 8 n'ont pas été nettoyé depuis plus d'un an.</p> <p>L'exploitant indique que les cases ont été nettoyées mais que le registre n'est pas renseigné.</p>

Au regard de la récurrence de la remarque, l'inspection des installations classées propose un arrêté de mise en demeure.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 5 : Connaissance des produits dangereux, étiquetage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Connaissance des produits dangereux, étiquetage
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 10/12/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Constat émis lors de l'inspection du 10 décembre 2024 :</p> <p>1 → L'exploitant s'assure de disposer des fiches de données sécurité des produits dans leur dernière version.</p> <p>2 → L'exploitant place ces GRV d'Emulix sur rétention.</p> <p>3 → L'exploitant s'assure que l'ensemble des GRV d'Emulix 407 ne comporte aucun étiquetage autre que celui du produit contenu dans le récipient.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier du 24 décembre 2024, l'exploitant a indiqué :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- qu'une vérification des versions des fiches de données sécurité a été réalisée,</li> <li>- que la FDS du CAN 27 a été mise à jour avec la dernière version du 22 décembre 2023,</li> <li>- qu'une rétention sera mise en place sous les GRV d'Emulix,</li> <li>- que les GRV d'Emulix seraient ré-étiquetés au début du mois de janvier 2025.</li> </ul> <p>Sur site, l'inspectrice a constaté que l'ensemble des GRV d'Emulix étaient sur rétention et qu'ils disposaient tous d'un étiquetage indiquant le nom du produit.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



## N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/07/2016, article 7.2.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 10/12/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Constat émis lors de l'inspection du 10 décembre 2024 :</p> <p>1 → La fréquence de vérification des débits délivrés par les poteaux incendie est respectée mais les rapports sont illisibles. L'exploitant doit disposer de rapport de mesures des débits <b>(en m³/h)</b> délivrés par les poteaux incendie sous 1 bar. Si ce constat venait à se renouveler, une proposition de mise en demeure serait formulée.</p> <p>2 → L'exploitant procède également à une mesure de débit en simultané sur les 3 poteaux.</p>
<b>Constats :</b> <p>Par courrier du 20 janvier 2025, l'exploitant a transmis le rapport du 31 octobre 2024 repris de façon à être plus lisible. Il indique maintenant clairement le débit de chaque poteau sous 1 bar. Celui-ci est supérieur à 60 m³/h.</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport de la société Simie du 26 mai 2025.</p> <p>Les résultats sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- ouverture des poteaux PI17300.0731 et PI17300.0387, le débit délivré par le poteau PI17300.0731 est de 71 m³/h,</li><li>- ouverture des poteaux PI17300.0387 et PI17300.0732, le débit délivré par le poteau PI17300.0387 est de 88 m³/h,</li><li>- ouverture des poteaux PI17300.0731 et PI17300.732, le débit délivré par le poteau PI17300.0732 est de 84 m³/h.</li></ul> <p>Les mesures de débits ne correspondent pas à la demande. Il faut que le débit de chacun des deux poteaux incendie soit mesuré lorsque les deux poteaux sont ouverts, et pas seulement un seul poteau comme réalisé le 26 mai 2025.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant recommence la mesure des débits des poteaux permettant de connaître les débits simultanés délivrés par les poteaux pris deux à deux.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 7 : Détection incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/07/2016, article 7.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 10/12/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 14/03/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Constat émis lors de l'inspection du 10 décembre 2024 :</p> <p>1 → L'exploitant met à jour le plan des détecteurs contenu dans le POI afin qu'il corresponde à la réalité des installations.</p> <p>2 → Il est donc constaté que les détecteurs de flamme n'ont pas été contrôlés entre le 15 février et le 21 décembre 2023 donc un non-respect de la fréquence de contrôle semestrielle de la détection incendie (aucun rapport de contrôle conforme depuis le 21 décembre 2023). L'inspection des installations classées propose un arrêté de mise en demeure.</p>
<b>Constats :</b> <p>Le constat relatif au contrôle de la détection incendie a fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure signé le 8 janvier 2025. Il a été notifié le 14 février 2025. Le délai accordé est de un mois soit une échéance fixée au 14 mars 2025.</p> <p>1. Lors de la visite, l'inspectrice a constaté qu'un plan d'implantation des détecteurs est présent au-dessus de la centrale incendie. Ce plan correspond à celui présent en page 42 du plan d'opération interne. Il fait état de 9 détecteurs optique et de 5 détecteurs de flamme. Or, les rapports de contrôle des détecteurs font état de 8 détecteurs optique et d'un détecteur thermique.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'un détecteur optique était en réalité un détecteur thermique. La demande émise à l'issue de l'inspection du 10 décembre 2024 est donc maintenue.</p> <p>→ L'exploitant met à jour le plan des détecteurs contenu dans le POI afin qu'il corresponde à la réalité des installations.</p> <p>2. Par courrier du 20 janvier 2025, l'exploitant a transmis le rapport de vérification du système de détection incendie du 20 septembre 2024. Les 8 détecteurs optique, le détecteur thermique et les 5 détecteurs de flamme ont été vérifiés. Les conclusions du rapport sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les détecteurs optiques 1010, 1011 et 1012 sont à remplacer (en alarme feu, réarmement impossible),</li><li>- le déclenchement des détecteurs de flamme Dräger est impossible (test en proximité à la nacelle),</li><li>- les batteries SDI sont à remplacer (4 ans date réglementaire).</li></ul> <p>De plus, il est mentionné « diagnostic constructeur Dräger 13/01/2025 : détecteurs de flamme fonctionnels et lampe de test HS).</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant présente un rapport de la société Amelec daté du 21 mai 2025 qui conclut au bon fonctionnement de l'installation. Ce rapport indique que le détecteur 1010 a été</p>

remplacé durant la maintenance et que les batteries sont à remplacer du fait du dépassement des 4 années de garantie. L'exploitant a indiqué que le devis de remplacement des batteries avait été validé.
Les dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 8 janvier 2025 sont respectées (avec un peu de retard par rapport à l'échéance du 14 mars 2025) car l'exploitant dispose d'un rapport de contrôle de l'ensemble des détecteurs permettant de s'assurer de leur correct fonctionnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

#### N° 8 : Matérialisation des parois de stockage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Matérialisation des parois de stockage
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 10/12/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Constat émis lors de l'inspection du 10 décembre 2024 :</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté que dans le local « encamionneur », le numéro des cases est affiché en noir sur fond blanc et est positionné sur le mur béton. Le numéro de la case 6 est masqué derrière un rideau en lanière plastique, les autres numéros sont peu lisibles. La matérialisation du mur de séparation des cases est réalisée uniquement sur le mur en béton et sur un mètre sur le bardage. Par ailleurs, un marque est apposé sur le bardage alors qu'il n'y a pas de mur de séparation des cases de l'autre côté.</p> <p>Le numéro de la case 7 est caché par la porte coulissante d'accès au bâtiment. Le numéro des cases 8 et 9 est peu lisible. La matérialisation du mur de séparation des cases n'est pas réalisé sur toute la hauteur du bardage.</p> <p>1 → L'exploitant appose une signalétique de numérotation des cases à l'extérieur du bâtiment plus lisible : numéro plus grand et positionné plus en hauteur.</p> <p>2 → Il matérialise la paroi de séparation des cases sur toute la hauteur de la paroi extérieure.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'inspection, il a été constaté la présence :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des numéros des cases à l'extérieur du bâtiment : ils sont plus lisibles, le numéro est plus grand et est positionné en hauteur,</li> <li>- de la matérialisation de la paroi de séparation des cases sur toute la hauteur de la paroi extérieure.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Suites de la visite du 07/07/2020 et 28/07/2021**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 28/07/2021
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion d'un déversement accidentel de produit chimique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 10/12/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Constat émis lors de l'inspection du 10 décembre 2024 : L'exploitant procède au nettoyage de la zone polluée jusqu'atteindre une concentration maximale en hydrocarbures totaux de 500 mg/kg (valeur de référence défini par l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées). Il apporte les justificatifs d'élimination des déchets.</p>
<b>Constats :</b> <p>Par courrier du 24 avril 2025, l'exploitant a transmis le résultat d'analyse de la terre polluée qui fait apparaître une concentration en hydrocarbures C10-C40 de 260 mg/kg. L'exploitant a également transmis le bordereau de suivi des déchets : 20 tonnes de terres souillées codifiées 170504.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Autosurveillance des eaux pluviales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/07/2016, article 4.3.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance des eaux pluviales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 10/12/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Constat émis lors de l'inspection du 10 décembre 2024 :</p> <p>En amont de la visite d'inspection, sur demande de l'inspecteur, l'exploitant a transmis les deux derniers résultats d'analyses des eaux pluviales :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- le 3 mars 2022 (Aurea Agrosiences). Les résultats font apparaître des dépassements sur les paramètres pH (8,9 au lieu de 8,5 maximum) et matières en suspension (92 mg/l au lieu de 35 mg/l).</li><li>- le 27 septembre 2023 (Aurea Agrosiences). Les résultats sont conformes.</li></ul>

<p>L'exploitant explique que la période de réalisation des analyses au mois de mars, en période de manutention des céréales peut expliquer le dépassement de la valeur limite sur les matières en suspension.</p> <p>Il indique que le prélèvement pour l'année 2024 est prévu au mois de décembre. Celui-ci est réalisé par l'exploitant qui envoie les échantillons au laboratoire.</p> <p>1 → Il est rappelé, qu'en application de l'article 58-III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, une année sur deux, le prélèvement et les analyses doivent être réalisés par un laboratoire d'analyse externe agréé.</p> <p>2 → L'exploitant transmet les résultats des analyses dès réception.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier du 20 janvier 2025, l'exploitant a transmis le rapport d'analyses des eaux pluviales prélevées le 19 décembre 2024. Les résultats sont conformes aux dispositions de l'arrêté préfectoral.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 11 : Protection des installations contre la foudre**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection des installations contre la foudre</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 10/12/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 14/08/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Constat émis lors de l'inspection du 10 décembre 2024 : L'inspection des installations classées ne peut que constater :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- que le conducteur de descente n°2 du paratonnerre n'est plus raccordé au pied de descente depuis deux ans et demi</li> <li>-qu'aucune justification ne permet de s'assurer de la réalisation de la vérification visuelle des installations de protection contre la foudre en 2023 et de leur conformité. Un arrêté de mise en demeure est proposé.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Ce constat relatif a fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure signé le 8 janvier 2025. Il a été notifié le 14 février 2025. Le délai accordé est de un mois soit une échéance fixée au 14 août 2025.</p> <p>Lors de la visite des installations, il a été constaté le conducteur de descente n°2 du paratonnerre est raccordé au pied de descente. L'exploitant confirme avoir fait réaliser les travaux.</p>

L'exploitant a déclaré ne pas avoir encore fait réaliser la vérification visuelle des installations de protection contre la foudre. L'échéance de la mise en demeure est au 14 août 2025 et n'est donc pas échue le jour de l'inspection. Il ne peut pas être constaté le non-respect de l'arrêté de mise en demeure.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 12 : Rétention**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/07/2016, article 7.4.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rétention

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 10/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :**

Constat émis lors de l'inspection du 10 décembre 2024 : Lors de la visite, il a été constaté la présence de deux GRV de produit fertilisant sur rétention à l'extérieur au nord du bâtiment. Étant soumise aux intempéries, la rétention est pleine.

→ L'exploitant procède à la vidange de la cuvette de rétention et s'assure que le volume de rétention est toujours disponible.

**Constats :**

Lors de la visite des installations, il a été constaté que les rétentions des GRV de produit fertilisant sont vides.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 13 : Stockage des engrais**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/07/2016, article 8.2.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage des engrais
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 10/12/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Constat émis lors de l'inspection du 10 décembre 2024 : Lors de la visite, il a été constaté que le nom de l'engrais présent dans la case n°14 est illisible.</p> <p>Il a également été constaté que plusieurs étiquettes apposées sur les big bags d'engrais ont été dégradées par la pluie et sont illisibles.</p> <p>1 → L'exploitant met en place un affichage adéquat permettant de connaître à tout moment la nature de l'ensemble des produits qui sont stockés dans les cases.</p> <p>2 → L'exploitant s'assure de la lisibilité des étiquettes apposées sur les big bags.</p>
<b>Constats :</b> <p>1. Lors de la visite, il a été constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la case 14 dédiée au Magfert (engrais non classé) possède une pancarte sur laquelle le nom est quasiment illisible (même constat que lors de l'inspection du 10 décembre 2024),</li><li>- la case 13 comporte du chlorure en vrac mais le produit n'est pas identifié sur la pancarte,</li><li>- la case n°5 n'est pas numérotée sur la pancarte à l'entrée de la case</li></ul> <p>De retour au bureau, l'exploitant a réalisé les étiquettes et a procédé à l'identification :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- de la case 13 « chlorures »,</li><li>- de la case 14 « magfert »</li><li>- de la case n°5.</li></ul> <p>2. Lors de la visite, il a été constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- un big bag à moitié plein positionné devant le bâtiment au niveau de la case n°3 n'est pas étiqueté et n'apparaît pas dans l'état des stocks,</li><li>- 16 big bags dont la sacherie est abîmée par les UV ne comportent aucune étiquette car celle-ci s'est détériorée avec les intempéries. Pour certains, le nom de l'engrais est inscrit au marqueur sur le sac mais ceci ne remplace en aucun cas l'ensemble des informations contenu sur l'étiquette.</li></ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>1 → L'exploitant doit être plus rigoureux sur l'affichage des cases d'engrais vrac afin de connaître à tout moment la nature de l'ensemble des produits qui sont stockés dans les cases.</p> <p>2 → L'exploitant procède à l'identification de chacun de big bags en indiquant a minima le nom de l'engrais, la rubrique de la nomenclature des installations classées et la catégorie à laquelle appartient l'engrais.</p> <p>3 → Au vu de l'état de dégradation de la sacherie de certains big bags, l'exploitant se positionne sur le niveau de dégradation des caractéristiques physiques des engrais et la durée de conservation des engrais en application de ses procédures d'exploitation (article 5.1 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 14 : Déchets générés par le fonctionnement des installations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 14.2 et 4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déchets générés par le fonctionnement des installations
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 14.2 - déchets [...] Ce stockage présente une signalétique particulière permettant de le différencier clairement par rapport aux autres stockages. Cette zone de stockage est conçue, construite, exploitée et entretenue de manière à éviter toute agression physique et violente des déchets qui s'y trouvent, y compris en situation accidentelle. Une procédure particulière permet la gestion de ces déchets au sein de l'établissement. Cette procédure de gestion décrit notamment les modalités de traitement, de neutralisation et d'élimination, les méthodes d'inertage ou de recyclage prévues, les moyens permettant leur mise en œuvre, les conditions de sécurité associées, le devenir des produits notamment. L'exploitant fait disparaître le risque de détonation de ces déchets en assurant rapidement leur inertage ou leur recyclage par des matières appropriées et au plus tard le jour même.  4.2. Formation du personnel : Le personnel reçoit une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. L'ensemble du personnel est formé à l'application des consignes de sécurité et des procédures d'exploitation définies à l'article 5 du présent arrêté ainsi qu'aux mesures de premières interventions en cas d'incident ou accident. Le personnel intérimaire ou saisonnier reçoit une sensibilisation adaptée aux risques. La formation fait l'objet d'un plan formalisé pour chaque personne. Elle est mise à jour et renouvelée régulièrement.
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection, des opérations de nettoyage des sols du bâtiment sont en cours. L'exploitant indique que ce nettoyage est hebdomadaire. Les résidus d'engrais présents au sol sont raclés et entreposés dans la case n°15 dédiée à cet effet. Questionné, le responsable d'exploitation, en poste depuis quelques mois, n'a pas connaissance de l'obligation de procéder à l'inertage des déchets selon la procédure mise en place et rappelée juste au-dessus de la case. Lors de la visite, il a été constaté que les dispositions relatives au registre de nettoyage (point de contrôle n°4) et à l'inertage des déchets d'engrais ne sont pas respectées par méconnaissance par le personnel des procédures. → L'exploitant doit assurer une formation adéquate au personnel afin de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010. Il justifie que l'ensemble du personnel est formé à l'application des consignes de sécurité et des procédures d'exploitation définies à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010. L'inspection des installations classées propose un arrêté de mise en demeure.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois